Nantes Université

Université de Nantes

2024/2025

Mémoire de séminaire

M1 Philosophie Sociale

Dépolitisation de l’écologie et rapports de dominations

BOUDET Mathieu

E241341C

L’écologie, un mouvement porté dans la diffusion de savoir scientifiques et critiques, comme schème de pensée produit par des élites intellectuelles, perd progressivement son caractère subversif, au profit des champs économiques en l’intégrant dans les logiques du capitalisme, c’est-à-dire en transformant la nature en une entité commensurable. Ce changement d’éléments naturels en marchandises quantifiables laisse la mainmise non plus aux élites intellectuelles mais à des élites technocrates, c’est-à-dire qu’on ne gère plus le problème écologique comme tel mais comme un problème technique, qui se résout donc par des outils scientifiques et économiques, ainsi par des actifs financiers (comme le marché du carbone). Les décisions écologiques sont transférées au domaine technocratique, effaçant les luttes sociales et débats démocratiques tout en consolidant les inégalités structurelles. Cela produit une dépolitisation de l’écologie. En conséquence, elle détourne ses enjeux, qui sont initialement une critique des structures dominantes et (donc intrinsèquement politiques), en un mécanisme de reproduction des rapports de dominations et de distinction sociale. La dépolitisation de l’écologie est marquée lorsqu'il y a une invisibilisation des pratiques et pensées écologiques, une décrédibilisation des mouvements ainsi qu’un détournement de l’écologie en tant que source de profit et de nouveaux mœurs. Une de ces conséquences est connue sous le nom de “Capitalisme vert” ou encore de “Greenwashing”, qui redéfinissent la question, voire la conscience écologique en un système marchand et moralisateur.

Ainsi, avec Keucheyan, Bourdieu et les appuis de Tordjman, nous allons voir comment la crise écologique est de plus en plus gérée par des mécanismes financiers, c’est-à-dire par les détenteurs du capital économique. Ils détournent les productions des élites intellectuelles pour y générer du profit. En étant aussi légitimement affiliées au capital culturel, ils maintiennent la distinction sociale et les rapports de dominations symboliques. Et cela implique une dépolitisation de l’écologie car les causes systémiques de la crise environnementale (comme le rôle des grandes entreprises ou des États qui sont cachées au profit de responsabilités individuelles), deviennent un marqueur de «vertu», pouvant inclure des culpabilisations et invisibilisations des pratiques des autres classes (généralement en cause de raisons économique et culturelles).

Pour cela, nous allons nous baser avec Keucheyan sur son œuvre *La nature est un champ de bataille*, qui nous permettra d’introduire le contexte et la problématisation. Il nous montrera en quoi la crise écologique, dans une logique

capitaliste, instaure des inégalités sociales et économiques, qu'il liera avec l'intersectionnalité. Ces logiques sont régies par des élites technocrates qui quantifient la nature, permettant de la faire rentrer dans le marché par des moyens tel que la financiarisation, l'assurance; c'est-à-dire faire de la nature un objet de stratégie d'accumulation. En soit, les logiques du capitalisme vert.

Tordjman nous favorisera une meilleure compréhension, avec des notions en appui via son article s'intitulant *L'idéologie marchande au service de la biodiversité?*, se centrant d'un côté sur la dépendance de la nature par les entreprises et de l'autre des mécanismes de celles-ci pour arborer une "image verte" afin d'influencer le public dans des logiques de profit. C'est-à-dire une critique du capitalisme industriel et du *Greenwashing*. Nous allons lier tout cela avec des notions bourdieusiennes comme celle du capital économique (et culturel), de l'habitus et la distinction sociale.

Le but de travail est de montrer la nécessité d'une repolitisation de l'écologie, c'est-à-dire recentrer l'écologie au sein des classes moins dominantes par une démocratisation, ainsi replacer l'écologie dans le champ des luttes sociales et économiques, donc par une dénonciation des structures dominantes qui sous-entendent la captation des discours écologiques. Cela démontrera dans les limites de ce travaille une urgence aux élites intellectuelles et universitaires à se détourner des champs économiques.

Définitions et contexte

Nous commencerons par définir ce qu'est un détenteur du capital économique[1]; c'est un agent qui possède un ensemble de ressources (financières comme matérielles), qui selon son taux de possession, a une place plus ou moins dominante dans la hiérarchie ou positionnement social. Cela lui permet généralement d'influer ou d'accumuler d'autres formes de capital (par exemple Bolloré, milliardaire français, possède des chaînes médiatique ou encore la maison d'édition *Hachette*, montrant une accumulation de capital social et culturel par celui de l'économie). Chaque détenteur de capital se situe dans un champ qui lui est destiné. Un champ[2] est un espace social (plus ou moins grand) où régit ses propres lois, enjeux, valeurs. Il est

[1] Issu de Bourdieu, dans son œuvre *Le sens pratique* au chapitre IV: *Stratégies et logiques de pratiques*.
[2] Bourdieu, *Le sens pratique*, chapitre IV: *Stratégies et logiques de pratiques*.

notamment un espace où chacun intériorise ces caractères, essaie de se faire sa place et être accepter (habitus[3]) via l'acquisition du capital lié à celui du champ (un agent avec un capital économique élevé sera plus dominant et donc plus valorisé dans un champ économique que dans un champ artistique). Néanmoins, les champs sont étroitement liés; l'un peut influer sur un autre. Les détenteurs principaux du capital économique sont les grandes entreprises, les organisations économiques et l'État (comme régulateur, ou intermédiaire).

La révolution industrielle (XVIII-XIXème) amène un nouveau régime, celui du capitalisme: un régime qui est régit initialement dans la production de marchandise, lui apportant une valeur, tout en mettant en concurrence les acteurs dans une logique généralement libérale. Il s'est développé avec la surproduction (notamment lors de la Première Guerre Mondiale) puis la surconsommation. Cette production a pour but de générer du profit en transformant une ressource en marchandise, et d'en faire une plus-value. Il est notable de mentionner que le commerce triangulaire est une forme de précapitalisme, où il y a une production d'esclaves et une production des ressources via ces derniers (ce qui notamment à amener l'émergence des assurances)[4]. Le capitalisme surproduit; il transforme l'espace en puisant dans les ressources naturelles, sans retenue. Et depuis le XXème siècle, la conscience de la crise écologique émise par des élites intellectuelles s'accumule, mettant en crise le capitalisme lui-même (ces pensées existaient déjà avant mais il est à noter que ces derniers ont moins de portée que d'autres penseurs du XXe). En effet, depuis le XXème siècle (et surtout au XXIème siècle), il y a une grande prise de conscience du changement climatique et donc de la crise écologique, notamment via des événements et catastrophes naturelles (comme l'ouragan Katrina[5]). Ainsi, ces élites influent sur la pensée collective et opèrent d'un rôle subversif au régime capitaliste; c'est pour cela que nous pouvons dire que la crise écologique est liée à la crise du capitalisme (par la raréfaction des ressources, des méthodes de productions et le rôle de régulateur de l'État, ainsi une perte de profit), donc une crise économique. Cela fait émerger (hypothétiquement) un champ écologique, qui devient donc lié aux autres champs et par cela nous allons voir comment le capitalisme (et notamment

---

[3] op.cit. Chapitre II: *Structure, habitus, pratiques*. L'habitus est un mécanisme social qui s'incorpore à travers les relations sociales et les individus, influant sur les pratiques et les perceptions, devenant communes au sein d'un groupe, d'une structure.

[4] Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Partie 2: *Financiariser la nature: l'assurance des risques climatiques*, chapitre 1: *Introduction*.

[5] op.cit. Partie 2, chapitre 4: *De nouveaux risques*.

via ses acteurs)x, permettent d'user en leurs faveurs (et profits) la crise écologique et environnementale afin de répondre à la crise économique et financière, pouvant ainsi maintenir l'ordre cela pré-existant, c'est-à-dire rester dominant.

Racisme environnemental et récupération de l'écologie

Les élites intellectuelles et notamment les individus victimes des catastrophes naturelles, ont permis une démocratisation des enjeux écologiques. Cela a mené d'un côté une prise de conscience collective, de l'autre à des révoltes ayant dans les deux cas des conséquences. Keucheyan prend l'exemple du comté de Warren[6] où l'État (sous l'aile des agents économiques) décide d'enfouir des déchets toxiques proches des habitations. Il faut savoir que plus de 60% des habitants de cet endroit sont des afro-américains et issus de classes populaires/défavorisées. Le choix de cet endroit l'est pour plusieurs raisons; premièrement la Caroline du Nord est un endroit où il y a de grands espaces inhabités, donc (théoriquement) non hostiles. De plus, cet endroit y regorge peu d'individus issus de classes dominantes et blanches. Cela montre deux choses: premièrement, la conscience écologique issus des classes intellectuelles ont permis une meilleure considération de certaines actions (comme notamment éloigner/moins produire de déchets) mais leur portée n'est pas subversive, en effet l'État privilégie les classes dominantes et les Blancs dans la question écologique. Cela montre que ces classes sont sensibles à la crise écologique, mais dans leurs propres intérêts, et de plus, le choix de cette zone montre bien leur volonté de maintien de distinction sociale[7], que ce soit entre les pauvres et les riches, que les Blancs des Noirs. Keucheyan montre que l'écologie est liée à d'autres facteurs, et qu'il y a un racisme environnemental. Il affirme par cela que l'écologie n'est pas verte mais blanche[8]. D'autres facteurs et évènements le démontrent; encore aux États-Unis, les milieux ont une place stratégique et des raisons de distinctions. En Louisiane, les habitations des individus issus de classes dominantes sont à la fois mieux protégés par la zone où ils sont placés et mieux assurés face aux dommages, tandis que les classes minoritaires (non-Blancs

[6] op.cit. Partie 1: *Le racisme environnemental*, chapitre: *Introduction*.
[7] Bourdieu dans son œuvre *La Distinction: Critique sociale du jugement*, Chapitre 1, partie 2: *Les goûts comme marqueurs de classe*, définit ce terme comme un mécanisme où toute pratique à portée subjective est hiérarchisée socialement, comme étant plus ou moins valorisée. Elle est façonnée par l'*habitus* et sert de marqueur de reconnaissance.
[8] Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Partie 1, Chapitre 3: *La couleur de l'écologie*.

comme pauvres) sont plus proche des zones à risques et moins assurés[9]. La conscience de la crise environnementale montre bien que les classes dominantes ont bien saisi les conséquences et s'en prémunissent, un capital économique élevé permet aussi un capital culturel élevé, et donc une meilleure adaptation à son environnement, augmentant sur le plan environnemental la reproduction des inégalités sociales. Il faut noter, comme le mentionne Keucheyan, que ces événements mènent à des mouvements de justice sociale et environnementale[10] (liée à la justice raciale, par exemple par Benjamin Chavis). Keucheyan assume la solution écologique par une pensée anticapitaliste.

Sur le plan financier, c'est-à-dire en se concentrant sur le champ économique, les grandes entreprises, organisations économiques et les États s'adaptent pour mieux gérer la crise écologique tout en maintenant l'ordre social et la crise économique (fiscale). Via des outils techniques et scientifiques (par exemple via des organisations comme A.I.R), ils mesurent la nature et la numérisent; ils rendent la nature commensurable, pour mieux l'intégrer dans la logique capitaliste[11], c'est-à-dire en faire un produit marchand sur plusieurs plans. Cela est produit par des élites technocrates, c'est-à-dire des experts de la mesurabilité avec des outils scientifiques (détenant donc un capital économique et culturel élevé). Par exemple dans le cas des assurances, il y a la mise en place des *cat bonds*[12], des produits assurantiels protégeant des catastrophes naturelles, rendus possibles par des systèmes de prévisions de ces catastrophes (plus c'est probable, plus c'est chère), ainsi plus il y a de catastrophes naturelles, plus les assurances s'enrichissent. De l'autre côté, ils accumulent s'il y en a pas (à noter que les peurs et traumatismes collectifs influent sur l'achat de ces produits). Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, mais il est notable que lors de très grandes catastrophes, l'État concerné via des contrats et obligations doit aussi aider les assurances à financer les "remboursements", il sert de dernier rempart pour que le marché assurantiel ne s'effondre pas quitte à s'endetter. Notons de plus que ce sont les pays les plus développés qui d'un côté subissent le moins de dommages naturels mais qui se font le plus dédommagés (mais aussi les plus endettés).

---

[9] op.cit Partie 1, chap. 4: *L'ouragan Katrina comme « métaphore » du racisme environnemental*
[10] op.cit Partie 1, chap. 2: *Un événement philosophique*.
[11] Tordjman, Boisvert, *L'idéologie marchande au service de la biodiversité?*, chapitre 2: *L'efficience du marché : une utopie performative.*
[12] Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Partie 2, chapitre 2: Des marchés financiers "branchés" sur la nature.

Nous avons aussi les contraintes sur le plan productif des entreprises, qui par les réglementations des États (ou autre organisation non-lucrative), comme la mise en place de zones protégées, ou encore de taxe carbone, force ces dernières à contourner le problème[13]. La taxe carbone (plus précisément le marché du carbone) peut être perçue comme l'achat du "droit à polluer". Elle est conjointe à la *compensation* (carbone), qui est un mécanisme financier permettant de contrebalancer ses propres émissions de GES en finançant des projets de réductions de celles-ci. Hélène Tordjman appelle cela l'avènement de la finance "verte"[14]. Pour valoriser cela, il y a des systèmes de valorisation: plus une entreprise compense, plus elle sera financée et donc plus elle pourra produire. Cela transforme la *compensation* et la volonté de réduire les émissions de carbone en une recherche de "bonne image", car plus elle est appréciée (par les États comme le public), plus elle est mise en avant, plus leurs produits sont consommés. Cela peut donc passer par des promesses non tenues de la responsabilité écologique, ce que l'on nomme le *Greenwashing*[15].

Conséquences sociales et rôle des élites

Au sein des grandes structures économiques, la pensée écologique est récupérée pour des visées de profits. Le champ écologique est détourné, dépossédant les élites intellectuelles (surtout celles avec des engagements subversifs) de leur légitimité; ils sont soit discrédités, soit invisibilisés. Cela se vaut aussi pour les individus, car leur seul lien avec l'écologie est son abstraction réelle[16], c'est-à-dire une nature marchande. Cela est la dépolitisation de la nature, elle perd de son caractère subversif en se faisant récupérer son champ par celui de l'économie; les agents du capital économique sont ceux qui dominent le champ écologique. Nous pouvons le traduire par le fait que le capitalisme use de la crise écologique pour répondre à la crise économique. Ce faisant, les individus et plus précisément les classes populaires ayant déjà des pratiques "responsables" (comme le recyclage, la

---

[13] Tordjman, Boisvert, *L'idéologie marchande au service de la biodiversité?*, chapitre 3: *"Rendre visible l'invisible": mesures et métriques de la compensation.*
[14] op.cit. Chapitre 4: *Vers le développement d'une "finance verte".*
[15] op.cit. Chapitre 5: *Conclusion.*
[16] Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Partie 2, chap. 9: *La nature comme "abstraction réelle"*. Il définit en prenant Marx dans *Le capital*, l'abstraction réelle comme "*l'objet et son apparence deviennent en quelque sorte indiscernables, et acquièrent une puissance causale propre"* (p. 125).

réduction des usages énergétiques) en cause de faibles moyens, ne sont pas reconnus par la classe dominantes car avec leur récupération du champ écologique, leurs comportements sont incorporés par l'écologie capitalisée (habitus), et adaptés à leurs intérêts, donc en lien avec leur moyen (comme user de meilleurs outils technologiques, plus "responsables"). Cela creuse la faille des inégalités sociales entre les classes populaires et minoritaires. Un exemple est la mystification de la nature (en l'occurrence en France): il y a de plus en plus une vision de la nature comme "pure", et des villes comme "impures", sales[17]. Il faut rajouter à cela que les populations minoritaires sont en majoritées dans les villes, là où le blanc est pure, le noir est impure. C'est en cela qu'en France, nous avons une hausse des individus aisés partant des villes, afin de s'installer en campagne (généralement en maison secondaire, ou proche des grandes villes comme Paris). Keucheyan affirme que *wilderness* est étroitement lié à *whiteness*[18]. De plus, cette invisibilisation des pratiques "responsables" mène à une culpabilisation de ces classes inférieures. En effet, leurs méthodes de consommation ne sont pas en adéquation avec cette nouvelle morale: celle des dominants. Il en va donc qui seront jugés de ne pas consommer comme eux c'est-à-dire en conscience de la crise écologique, en cause de cette même invisibilisation et par la faute de moyens (par exemple quelqu'un qui ne consomme pas "bio"). En des termes bourdieusiens, nous pouvons dire que les classes dominantes détiennent l'écologie comme capital symbolique[19].

Les élites, quant à elles, ont deux chemins; soit elles sont invibilisées, ce qui est le cas pour de nombreux universitaires, et ici plus particulièrement en cause de distinction non plus issus de la classe mais issus du genre et de la race (une femme universitaire sera bien moins favorisée qu'un homme blanc universitaire), soit ils s'adaptent à cette nouvelle morale et produisent en servant le capital économique par leur contribution au capital culturel (intellectuel et écologique). C'est-à-dire pour ce cas que ces élites usent de leur légitimité pour imposer une connaissance allant en adéquation avec le capital économique, afin qu'elles-même puissent en devenir. C'est notamment le cas pour le philosophe Michel Onfray (en plus de sa place au sein du capital culturel, il l'a aussi au sein du capital médiatique/social), qui domine

[17] op.cit. Partie 1, chap. 12: *… Et naturaliser la race.*
[18] ibid.
[19] Bourdieu, *Le sens pratique,* chap. IV. Le capital symbolique se présente comme une forme de possession de reconnaissance sociale, de réputation, de légitimité des pratiques tout en étant valorisé. Cependant il est mieux développé avec la notion de *distinction* dans son œuvre *La Distinction: critique sociale du jugement*.

la pensée intellectuelle et influence le public en servant via ses productions les classes et structures dominantes[20]. Le non-dit peut aussi être considéré comme une forme indirecte d'invisibilisation ou de discréditation des mouvements subversifs.

L'exemple d'Onfray, comme des structures dominantes, montrent bien que le capital détourne la politique que contient l'écologie, passant d'une politique subversive à une politique de profit, les États aussi intermédiaires et régulateurs qu'ils sont, ne peuvent que suivre en limitant légèrement cette politique car ils dépendent du capital (en outre, ce serait une perte de l'ordre social et/ou être considéré comme *faillant*). Toute politique de l'écologie autre que celle du capital se voit décrédibilisée, et invisibilisée car elle induit à la perte du profit du capital et au clivage de la crise du capitalisme (souvent marquée illégitimement par le terme "écoterroriste"). Sa politique de profit a pour conséquence la reproduction des inégalités sociales (genrées, raciales, économiques) en la transformant en nouvelle morale bourgeoise; une politique de profit ne se limite jamais à une recherche de production mais aussi à façonner des schèmes pour mieux intérioriser sa logique. L'écologie est intrinsèquement politique et comme le dit Keucheyan, révolutionnaire. Le *Capitalisme vert* n'est pas une réforme responsable d'adaptation à son environnement mais son illusion. Les médias, les universités, les entreprises, et toute autre structure ayant du pouvoir légitime au sein de la société sont structurées par cette politique, mais structurent à leur tour cette pensée, ils la propagent et renforcent, donc légitimement cette dernière: l'écologie dans ce cas, devient une *structure structurante*[21]. En effet, cette écologie façonne (par habitus) les pratiques "à avoir", inculquées par les structures dominantes, qui dans une logique inertielle forment toute autre structure liée à celles-ci, se répercutant sur les individus qui eux-mêmes doivent suivre cette logique, et en pratiquant cette logique, les individus au sein de cet habitus "collectif" (voire systémique) structurent cette écologie par ce façonnage de pratiques et de perceptions. C'est pour cela qu'il y a un clivage des inégalités, non plus sociales mais structurelles car l'écologie transcende les institutions et les structures, elle concerne tout le monde, d'où la facilité du capital à s'en emparer. Propager cette nouvelle écologie permet la dépolitisation (détournement de l'enjeux politique premier) de l'écologie, en légitimant sous cette

---

[20] Bourdieu, *Sur la télévision*, *Première conférence : le champ journalistique et la télévision*, passage "la télévision et la censure invisible".
[21] Bourdieu, *Le sens pratique*, chap. II. Noter que la *structure structurante* est la double fonction de l'*habitus*.

bannière des distinctions intersectionnelles (sur le plan économique, racial, genré, spatial et temporel), ainsi reproduire et réaffirmer sous l'indirect les inégalités sociales et structurelles.

Conclusion

Pour résumer et finaliser le tout, nous avons vu que l'écologie et son caractère subversif ont été séparés par la logique capitaliste, faisant de l'écologie une justification et source de profit. Cela s'est par plusieurs moyens, notamment par l'influence des classes dominantes sur les autres classes, par les réglementations de l'État, comme par les techniques financières (et scientifiques). Cela rend cette nouvelle écologie, celle du *Capitalisme vert*, dans de nouvelles logiques et mécanismes (comme la *finance verte* ou bien le *Greenwashing*) économique tant bien que sur le plan social. Nous avons vu aussi que ces logiques se répercutent sur les individus, clivant les inégalités, souvent légitimées par des élites (intellectuelles, économiques, scientifiques) structurant cette dernière afin de maintenir ce nouvel outil marchand. Cette perte subversive contraint les individus, issus de classes populaires et minoritaires (sur tout plan inférieur) à être invisibilisés, culpabilisés, voire décrédibilisés lors de révoltes, au point même de perdre certaines légitimité sur leur environnement. Cela montre bien le caractère dépolitisant de l'écologie. En nuançant cela, il faut noter que des mouvements de justices sociales et environnementales ont émergé mais les ampleurs s'amoindrissent avec le temps. Le capitalisme transforme ce qui lui est hostile en une arme à son avantage, c'est sa logique. Il y a bien certaines élites intellectuelles qui tentent de poser des anomalies à ce paradigme mais eux-mêmes sont invisibilisées (surtout chez les femmes et personnes non-blanches), rendant la tâche subversive compliquée voire pour les plus pessimiste, utopique. Néanmoins, comme le soutiennent Keucheyan, Tordjman ou d'autres penseurs militants, la crise écologique ne peut pas se résoudre sous un régime capitaliste, et doit nécessairement passer par la lutte sociale (que ce soit concernant la classe, le genre, la race, l'âge, le milieu; tout facteur propice à la distinction et donc à l'inégalité) et une dénonciation des structures dominantes, c'est-à-dire que l'écologie doit retrouver en ce sens, son caractère intrinsèquement politique.

Ce travail se situe dans une visée généraliste, c'est-à-dire que bien les éléments manquant pour approfondir les propos avancés, il en va d'une responsabilité à bien les moyens démontrer et ouvrir certains problèmes qu'évoque les auteurs cités. La vulgarisation est primordiale à la démocratisation de schèmes (bien son aspect double tranchant) subversifs et invisibilisés, ceci étant l'objectif de cet article. Des études plus approfondies peuvent alimenter les propos affirmés; un questionnement par Lasch (*La révolte des élites et trahison de la démocratie*), des liens entre l'environnement, les classes et la race avec Bullard (*Dumping in dixie*), Butler sur les inégalités de genre (*Trouble dans le genre*), ou encore l'ouverture à la pensée arabe et son lien avec l'écologie pour la "désoccidentaliser" avec E. Marion (*L'écologie et la pensée arabe*). Cet article prend deux visées: montrer que la question de l'écologie est étroitement liée à tous les rapports humains quels qu'ils soient et ainsi remettre son rôle politique sur la table. Ainsi que vulgariser pour ouvrir à autrui, à des acteurs n'ayant pas le capital culturel nécessaire à la connaissance de ces élites.

Ainsi en reliant ces deux visées en une: la crise écologique n'implique pas une réadaptation du capitalisme mais une repolitisation de l'écologie de manière subversive et la remettre au centre des luttes sociales, ainsi qu'une urgence aux élites intellectuelles à se séparer des classes dominantes en démocratisant l'écologie en son caractère primaire. Nous pouvons en finir avec la conclusion de Tordjman dans son article, qui est que le capitalisme industriel ne restera pas dans l'histoire comme le protecteur ni l'avant garde respectueux de la nature et des Hommes.

Bibliographie

- Keucheyan R., *La nature est un champ de bataille*, Paris, La Découverte, 2014.
- Tordjman H. et Boisvert V., *Vers les droits de la Nature,* "L'idéologie marchande au service de la biodiversité?", Mouvement, n°70, p.31-42, 2012/2.
- Bourdieu P., *Le sens pratique*, Paris, Édition de minuit, 1980.
- Bourdieu P., *La distinction*, Paris, Édition de minuit, 1979[2].
- Bourdieu P., *Sur la télévision, l'emprise du journalisme*, Paris, Raison D'agir Eds, 1996.